

Collection dirigée par  
Pierre Rosanvallon  
et Thierry Pech

#### REMERCIEMENTS

Les analyses présentées dans cet essai n'ont pu être développées que grâce au soutien matériel de nombreuses institutions. Certains de ces soutiens ont été décisifs, et en premier lieu celui de Priscilla de Roo à la Datar (l'actuelle Diact) et aussi d'Isabelle Laudier de l'Institut Caisse des dépôts pour la recherche.

ISBN 978-2-02-092558-7

© Éditions du Seuil et La République des Idées, janvier 2008

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)  
[www.repid.com](http://www.repid.com)

## Introduction

La géographie imaginaire du territoire français est peuplée de représentations qui organisent notre compréhension tant de l'espace national que de l'espace local. La « France d'en haut » (Paris) est ainsi accusée d'asphyxier celle « d'en bas » (la province) à force de centralisation des énergies, des pouvoirs, de la richesse et des revenus. La mondialisation est censée accentuer ces effets de concentration des ressources et du dynamisme en privilégiant quelques métropoles parfaitement intégrées à l'économie de la connaissance et de l'innovation et aux échanges internationaux, au détriment de périphéries peu compétitives et promises au marasme. Le monde rural est déclaré abandonné et menacé de désertification. Des villes petites et moyennes sont décrétées sans avenir. Les inégalités économiques et la précarité sociale sont censées favoriser partout une ségrégation urbaine sans précédent.

Ce sont ces représentations qu'il s'agit de mettre à l'épreuve dans les pages qui suivent. Car, en réalité, elles masquent un phénomène que la plupart des économistes et des politiques peinent à reconnaître : le divorce géographique entre les forces productives et les dynamiques de développement. Autrement dit, les lieux de la croissance ne sont plus nécessairement ceux du bien-être : ils ne sont ni les plus attractifs du point de vue des choix de résidence, ni ceux qui luttent le plus efficacement contre la pauvreté, ni ceux où le revenu par habitant progresse le plus vite...

Cette situation est à bien des égards nouvelle. Jusqu'à une

époque encore récente, les régions locomotives de la compétitivité économique étaient également les lieux stratégiques du progrès social, que ce soit par le conflit ou la négociation, ou simplement par le potentiel de promotion qu'ils offraient aux travailleurs. De fait, la question sociale s'articulait assez simplement sur la question spatiale. Et rien ne semblait de nature à affecter durablement cette coïncidence des facteurs de production et des facteurs de développement. À tel point que beaucoup de responsables vivent encore aujourd'hui dans cette idée que, pour favoriser le développement de leur région, la seule planche de salut est de dynamiser son appareil de production, d'augmenter le niveau de qualification de ses emplois, d'attirer des « emplois métropolitains supérieurs », etc.

La question territoriale se dissocie pourtant de la question sociale et se formule désormais dans des termes très différents. L'Île-de-France reste plus que jamais la région locomotive de la croissance nationale, mais aussi l'une de celles où le revenu par habitant progresse le moins rapidement et où les nouveaux RMistes sont les plus nombreux. Le grand Ouest français, que tout semblait destiner au marasme, voit au contraire son revenu par habitant augmenter rapidement. La Côte d'Azur qui, en termes de compétitivité productive, figure parmi les wagons de queue, attire les populations les plus riches. La Lorraine et le Nord-Pas-de-Calais, hier éléments majeurs de notre puissance industrielle, comptent aujourd'hui parmi les points cardinaux de l'adversité économique et sociale. Comble de ces nouveaux paradoxes du territoire, la Seine-Saint-Denis, le fameux « 9-3 », est aujourd'hui l'un des départements qui distribuent le plus de salaires et où le revenu par habitant est l'un des plus bas.

Que s'est-il donc passé ? Il faut, pour le comprendre, se défaire d'une certaine idéologie qui conduit à évaluer toute performance et toute situation à la lumière du seul PIB : la contribution d'une région à la croissance nationale ou son niveau de PIB par habitant ne disent pas tout sur son devenir. Ces indica-

teurs risquent même de faire passer l'observateur à côté de l'essentiel : les Irlandais qui se flattent d'avoir un PIB par habitant supérieur à celui des Français s'étonnent dans le même temps d'avoir un revenu par habitant inférieur à celui des Français. Ce qui est vrai à l'échelle des comparaisons internationales l'est plus encore à l'échelle des régions et territoires qui composent ces nations. Plus généralement, si l'on veut saisir les ressorts de la nouvelle géographie française. Il faut cesser de considérer les territoires uniquement comme des supports de croissance : ils sont autant de supports de redistribution, de mobilité, de consommation... Mieux, ils sont en compétition les uns avec les autres, non seulement pour produire, mais aussi pour capter des richesses produites ailleurs. Conjugée à la mobilité croissante des personnes, s'organise ainsi une circulation invisible des richesses qui remodèle en profondeur la géographie française. Invisible non parce que certains chercheraient à la cacher, mais simplement au sens où un certain nombre de phénomènes et surtout de préjugés l'enveloppent de transparence et la dérobent à notre sensibilité comme à nos discussions publiques.

Les réseaux et mécanismes qui vascularisent le territoire français et scellent de puissantes relations d'interdépendance entre les espaces qui le composent sont au cœur de l'enquête proposée ici. Ce sont eux qui organisent en sourdine les paradoxes que l'on observe à présent : des régions riches d'un appareil productif moderne qui voient s'accumuler des problèmes sociaux, et des régions a priori dépourvues de tels atouts où il fait plutôt bon vivre. Bref, ce sont ces circuits de transferts, ces jeux d'attraction et ces systèmes de circulation qui tirent les fils de l'intrigue géographique qu'il s'agit de démêler à présent, à l'abri des dogmes et des modes.

On examinera dans une première partie les « fondamentaux » de nos territoires en décrivant l'évolution des disparités économiques et sociales entre eux, ainsi que les principaux mécanismes qui président à ces transformations. Il ressort des évolutions

observées qu'elles n'ont que peu à voir avec les évolutions prédites par la théorie économique « officielle ». Il convient donc de proposer un nouveau cadre intellectuel et théorique pour saisir cette nouvelle géographie économique française : ce sera l'objet de la seconde partie du livre. Enfin, on verra comment ce nouveau modèle de développement de nos territoires s'ajuste à notre mode de gouvernance territoriale et en quoi il en révèle les limites : n'y a-t-il pas, à terme, une contradiction entre l'interdépendance croissante des territoires et la promotion continue de leur autonomie politique ?

## CHAPITRE PREMIER

# Les métamorphoses du territoire

La question du développement territorial, depuis que les économistes s'y intéressent, est systématiquement ramenée à la seule question de la création de richesse par les systèmes productifs locaux. Cette production est mesurée par le Produit intérieur brut (PIB), soit la somme des valeurs ajoutées créées par les entreprises. Le PIB fait ainsi l'objet d'un véritable fétichisme et monopolise la scène du développement économique régional ou local. Certes, hier, le développement humain d'une ville, d'une région ou d'une nation dépendait à peu près exclusivement de sa capacité à produire et à vendre des biens et des services, le revenu de la population étant directement lié à son PIB. Mais c'est de moins en moins vrai aujourd'hui.

Prenons le cas de l'Irlande. Il ne se passe pas une semaine sans que la presse, avec un alarmisme gourmand, ne revienne sur le fait que les Irlandais seraient aujourd'hui plus riches que les Français, parce que leur PIB par habitant est désormais supérieur au nôtre. Le PIB par habitant des Irlandais est effectivement supérieur au nôtre, mais ils ne sont pas plus riches pour autant car leur revenu par habitant reste inférieur. Pourquoi ? Tout simplement parce que, dans un monde où les entreprises multinationales et plus généralement l'internationalisation du capital occupent une place croissante, le pays qui produit la richesse